

Prise de position et réflexions

sur

le 6e programme d'action de l'UE pour

l'environnement

- 1. Importance générale de l'environnement dans les régions frontalières et transfrontalières**
- 2. Nécessité d'un projet politique intégré, en particulier dans les régions frontalières**
- 3. Mesures prises dans les régions frontalières et transfrontalières**
- 4. Les régions frontalières et transfrontalières sont des partenaires naturels de l'UE dans les questions environnementales**

1 mars 2002

1. Importance générale de l'environnement dans les régions frontalières et transfrontalières

- La politique de l'environnement de l'UE devient de plus en plus un thème de la politique du développement régional et pour cela elle a de l'importance pour les zones frontalières : des critères relatifs à l'environnement doivent être considérés dans le cadre d'autres politiques et programmes communautaires, c'est-à-dire également dans le cadre des programmes structurels et des initiatives communautaires concernant les zones frontalières.
- La qualité de l'environnement exerce une grande influence sur la qualité de vie des citoyens, et en tant que facteur géographique, sur le développement économique de la région. Aussi, pour les régions situées à proximité d'une frontière, il est indispensable de travailler en très étroite collaboration afin d'empêcher la détérioration de la qualité de l'environnement et/ou d'améliorer celle-ci.
- Comparées aux agglomérations urbaines les zones frontalières sont relativement souvent presque épargnées de la pollution. Elles disposent d'un atout important du point de vue de la nature et du paysage. D'un autre côté, l'environnement doit être vu dans un rapport direct avec le développement économique régional et avec l'aménagement du territoire, des facteurs généralement importants pour les régions transfrontalières, surtout pour celles rurales. En outre, les activités économiques interrégionales influencent l'environnement régional.
- D'un autre côté, on peut constater dans grand nombre de régions frontalières que des installations polluantes (centrales atomiques, décharges publiques, installations de gestion des déchets radioactifs) sont situées à préférence près de la frontière, souvent sans se mettre d'accord avec le pays voisin et souvent aussi sans considérer l'environnement ni les réserves naturelles ni les centres de récréation situés dans le voisinage direct de l'autre côté de la frontière.
- Pour favoriser le travail de protection de l'environnement dans les régions frontalières et transfrontalières, il faut améliorer la mise en oeuvre des directives européennes en matière d'environnement et respecter les conditions-cadres communautaires (p. ex. les normes et les valeurs limites), car ce sont elles qui permettent d'adopter des mesures prophylactiques en matière environnementale.

2. Nécessité d'un projet politique intégré, en particulier dans les régions frontalières

- En matière de développement durable, il n'y a plus aucun doute que les problèmes environnementaux doivent être intégrés dans les stratégies de planification régionale et de développement. Il s'agit là d'une approche 'naturelle', du moins pour la coopération transfrontalière, étant donné qu'il est impossible de confiner dans les limites des frontières nationales les problèmes comme la pollution atmosphérique, la pollution des cours d'eau et l'impact des projets portant sur les grandes infrastructures dans les régions frontalières. La protection et la gestion de l'environnement touchent de nombreux aspects du développement des régions transfrontalières et de ce fait, elles doivent être intégrées notamment dans les secteurs suivants :
 - Aménagement du territoire: l'objectif essentiel de l'aménagement du territoire transfrontalier est entre autres une politique de développement durable comprenant un développement économique ménageant

l'environnement et qui protège les ressources actuelles pour les futures générations ainsi qu'un aménagement du territoire équilibré et la protection de la diversité, tout cela en considérant toutes les activités humaines (voir EUREK). Pour cela des projets relatifs au développement de l'aménagement du territoire transfrontalier sont nécessaires, permettant une planification intégrée et coordonnée pour les zones frontalières (zones d'action européennes pour le développement de l'aménagement du territoire transfrontalier). La coopération transfrontalière est à intensifier par la création de zones de protection transfrontalières, des associations de biotopes et des parcs naturels, par l'aménagement des paysages transfrontalier ainsi que par la réalisation de programmes d'assainissement pour améliorer la situation de l'environnement.

- Développement économique : les politiques de développement économique et les actions qui en dérivent doivent essentiellement porter sur l'utilisation durable des ressources naturelles et s'assurer que les activités industrielles et productives ne nuisent pas inutilement à l'environnement naturel et à l'équilibre écologique de la zone. La qualité environnementale est un facteur important pour attirer les investissements et l'implantation de nouvelles activités commerciales fondées sur le secteur de services utilisant des 'technologies propres', le développement du marché et la commercialisation des produits régionaux (notamment des produits alimentaires, l'artisanat) ainsi que des nouvelles industries de services spécialisées dans le tourisme et les loisirs. Un niveau élevé de qualité de l'environnement est également important pour retenir et attirer les gens dans les régions frontalières – pour y vivre, y travailler et visiter.
- Développement du tourisme : un niveau élevé de qualité de l'environnement (propre, attrayant) est toujours un facteur important pour le développement et le maintien du tourisme dans les régions frontalières.
- Problèmes d'emploi : instaurer et maintenir un niveau élevé de qualité de l'environnement requiert des qualifications spécifiques et un savoir-faire dans les domaines comme la gestion de l'environnement, le recyclage et une bonne et saine gestion en matière de tourisme compatible avec les critères environnementaux.
 - o - Développement des infrastructures techniques : les critères communautaires d'évaluation de l'incidence environnementale permettant d'estimer les propositions de développement d'infrastructures techniques majeures montrent bien l'importance qu'il y a de garantir que de telles actions ne viendront pas menacer l'environnement naturel. Une politique des transports pourvue de conditions-cadres et une planification rigoureuse devraient contribuer à réduire la congestion du trafic, la pollution et à économiser l'énergie, à améliorer la sécurité, à veiller à ce que les sites attrayants, les paysages et l'écologie ne soient pas endommagés par le développement des infrastructures (à savoir, des types de constructions inadéquates, l'aménagement de routes dans des zones de conservation, etc.).

3. Mesures prises dans les régions frontalières et transfrontalières

- Étant donné que la plupart des problèmes environnementaux ont une incidence transfrontalière, la coopération est indispensable si l'on veut combattre les problèmes environnementaux et écologiques. Les principaux types d'action dans le domaine de **l'environnement** comportent :

- les actions visant à résoudre les problèmes existants, y compris ceux relatifs à la lutte contre la pollution soit sur une petite échelle (par exemple nettoyage des zones sales, des plages, etc.) soit qui impliquent des opérations de nettoyage d'une plus grande envergure (par exemple, des cours d'eau gravement pollués, des sols, de graves problèmes de pollution atmosphérique), l'assainissement des friches comprenant une restructuration des anciens sites et bâtiments industriels, et les mesures visant à remédier aux lacunes rencontrées au niveau de l'élimination et du traitement des déchets ;
- les actions concernant le développement de nouvelles approches permettant de résoudre les problèmes environnementaux et la protection et le maintien de l'environnement dans les régions transfrontalières. Ces actions impliquent une vaste gamme d'initiatives prises à des niveaux différents comprenant l'élaboration d'études afin d'évaluer les conditions et les ressources ; la formation au niveau environnemental, le niveau de sensibilisation, l'information dans les écoles, les entreprises, les organisations communautaires et auprès de la population en général ; des actions pilotes au sein des entreprises et auprès d'autres organisations qui se consacrent à la conservation, au traitement des déchets, à l'économie d'énergie etc. ; le développement de nouvelles techniques de production et de produits qui soient davantage compatibles avec l'environnement ; la promotion d'actions destinées à réduire les déchets et à trouver de nouvelles méthodes de recyclage des déchets ; des actions écologiques spécifiques liées à la protection de la faune et de la flore ; la planification concertée et la coordination des services permettant de faire face aux problèmes urgents (par exemple, le déversement de produits polluants).
- Il faut veiller à ce que l'environnement, l'aménagement du territoire, le développement économique et infrastructurel, le développement du tourisme etc. soient harmonisés. En l'absence d'un développement économique sain, une politique de l'environnement durable n'est pas finançable à long terme. Dès lors, il est nécessaire que les régions transfrontalières collaborent étroitement dans le respect, et non au détriment, de l'environnement, p. ex. en mettant en regard les avantages économiques à court terme et les dégâts environnements à long terme. Pour cela, il est nécessaire d'avoir une stratégie globale transfrontalière durable qui permet d'assurer la croissance économique dans le cadre des aspects relatifs à la politique environnementale, afin que les régions frontalières ne se détachent pas de l'ensemble du développement économique dans l'UE. Il ne faut pas placer les zones frontalières sous une "cloche à fromage", seulement pour conserver la nature et le paysage.

4. Les régions frontalières et transfrontalières sont des partenaires naturels de l'UE dans les questions environnementales

- Il est regrettable que le 6ème programme d'action de l'Union européenne pour l'environnement n'aborde que superficiellement l'importance politique et géographique des régions frontalières et transfrontalières pour l'environnement européen et les possibilités de coopération transfrontalière. En effet :
 - ces régions peuvent jouer un rôle déterminant dans la lutte contre les problèmes environnementaux de l'UE ;
 - l'existence de programmes environnements intégrés communs dans chaque région transfrontalière permet de créer des modèles de développement

économique de part et d'autre de la frontière, modèles qui assurent également la protection de l'environnement et du patrimoine culturel commun, etc. ;

- l'existence d'eurorégions transfrontalières et de structures de même type garantit un partenariat et le respect de la subsidiarité, à savoir l'intégration concrète des ONG et des citoyens, la création de systèmes d'information communs destinés aux citoyens, la formation des formateurs, une gestion commune de l'environnement, etc. ;

- du fait de la confluence de lois, prescriptions, langues, cultures et structures consultatives nationales différentes à la frontière, les régions transfrontalières ont intérêt, à long terme, que les prescriptions juridiques communautaires existantes en matière environnementale soient mises en oeuvre ;

- les régions transfrontalières ont l'habitude de concrétiser, dans des programmes et des projets, le contenu du 6^e programme d'action de l'UE :

- prise en compte des avantages communs à long terme plutôt que du bénéfice individuel à court terme ;
- mise en œuvre de projets de coopération pour la protection de la forêt, la réduction de la pollution atmosphérique, l'amélioration de la qualité des sols, la promotion des énergies renouvelables (surtout dans les régions montagneuses et maritimes), la protection des cours d'eau et des océans, la création de parcs naturels et paysagers communs, l'utilisation des capacités communes de traitement des déchets et des eaux usées, etc. ;

- à ce titre, on peut dire que les régions transfrontalières sont les partenaires naturels de l'UE dans les questions environnementales :

- elles veulent mettre en pratique le 6^e programme d'action de l'UE ;
- elles ont un rôle actif de transmission à jouer dans une UE élargie et aux futures frontières extérieures de l'UE ;
- elles luttent contre le dépeuplement des zones rurales et frontalières, qui peut représenter également un danger pour l'environnement ;

- les régions frontalières et transfrontalières sont triplement concernées, car elles rencontrent à la fois

- ❖ les problèmes environnementaux universels (p. ex. le changement climatique) ;
- ❖ des problèmes environnementaux qui leur sont spécifiques ;
- ❖ les problèmes environnementaux qui sont directement liés à leur situation géographique (p. ex. au niveau des lois et des prescriptions juridiques).

Pour cette raison, les régions frontalières et transfrontalières ont besoin d'une aide spécifique.